

# 59 %, la note des Belges au

► En connaissance financière, le Belge frôle la « satis' », d'après l'Observatoire du crédit.

► Les jeunes, les chômeurs et les personnes peu diplômées sont par contre sous la moyenne.

Sept questions de base autour de la « culture financière », plus de 3.000 répondants, et un résultat : 59 % de bonnes réponses. Certains seront recalés en juin à l'université avec pareille moyenne...

Dans leur étude, Romain Duvivier et Caroline Jeanmart, chercheurs à l'Observatoire du crédit, ont en réalité cherché à identifier les différents facteurs qui jouent sur le niveau d'éducation financière. Analyse.

**1 Les questions.** Outre les questions traditionnelles sur l'âge ou la situation professionnelle, sept questions testaient les connaissances financières des sondés ainsi que leur niveau de

calcul économique de base. Exemple : « Si vous placez 1.000 euros sur un compte à un taux annuel de 10 %, combien aurez-vous après deux ans, sans retrait ? » Ne répondez surtout pas 1.200, car s'il est vrai qu'après un an, votre capital s'élèvera à 1.100 euros, il faut ensuite ajouter 10 % de cette somme la deuxième année, soit 110 euros, pour arriver à un total de 1.210 euros.

Parmi les sept questions, celle interrogeant sur l'utilité du TAEG – un outil qui permet de comparer différentes offres de crédit – a été particulièrement meurtrière avec 37 % de bonnes réponses. A l'inverse, l'assurance solde restant dû semble elle intégrée par plus de 80 % de la population.

**2 Trop fier, le Belge ?** Une donnée de l'étude surprend en observant les résultats : le Belge a tendance à surestimer ses connaissances réelles. A l'affirmation « je comprends facilement les sujets liés à l'économie », 76,2 % des répondants sont d'accord, voire tout à fait

d'accord. On frôle même les 80 % pour « Je suis à l'aise avec les chiffres et le calcul ». Or dans le test pratique qui évalue la culture financière, la moyenne de 59 % est nettement moins encourageante.

« Pour ce genre de questions, on observe souvent une surestimation des résultats. Les répondants qui ont hésité ont préféré, par fierté, répondre "d'accord" que "pas d'accord". Il est donc préférable de regarder les personnes sûres d'elles qui se disent "tout à fait d'accord" avec l'affirmation. Et là, on est juste en dessous des 20 % », commente Romain Duvivier, l'un des auteurs de l'étude. Seul un Belge sur cinq semble donc pleinement à l'aise avec les sujets économiques.

**3 Étude des facteurs d'influence.** Les premières analyses par catégorie sont peu surprenantes. On observe en effet que les jeunes entre 18 et 25 ans obtiennent les moins bons scores du panel (48 %), suivi des 56-65 ans. « Les jeunes ont été moins confrontés aux questions financières ou au crédit que leurs aî-

nés », ce qui justifie leur plus faible score selon Romain Duvivier. Pour les plus âgés, l'explication réside plutôt dans le fait qu'ils sont parfois « démunis par rapport à un phénomène global de complexification des matières financières ».

Autre facteur étudié : la situation socioprofessionnelle, où l'on observe que les personnes sans activité professionnelle et les ouvriers n'obtiennent pas la moyenne, alors que les scores des employés et indépendants sont eux plutôt élevés.

De manière générale, on constate également que plus la formation scolaire est élevée, plus le test de culture financière est réussi. On passe de 42 % pour les personnes ayant au maximum un diplôme du primaire à 67 % pour les universitaires. D'après l'étude, il y a donc un travail d'éducation financière plus ciblé à faire sur les personnes les moins bien formées.

**4 Lien avec les difficultés financières.** Dernier facteur étudié, le lien entre éducation et difficulté financières. Les re-

cherches de la paire Duvivier-Jeanmart indiquent par exemple que les ménages en médiation de dettes ou en règlement collectif de dettes obtiennent à peine 41 % de moyenne sur les sept questions. Un score très faible. Et les personnes vivant avec un revenu sous le seuil de pauvreté ne font pas beaucoup mieux.

Nos deux chercheurs en tirent la conclusion suivante : « En moyenne, les ménages ayant mieux répondu aux questions liées à la culture financière ont moins de difficulté financière. » Autrement dit, cela laisse penser que mieux on est éduqué financièrement, moins on a de risque d'endettement.

Un constat qui fait dire à Romain Duvivier que « même si la culture financière n'est pas la principale variable qui détermine les difficultés financières, elle justifie tout de même une partie des difficultés. Or c'est une variable sur laquelle il est assez aisé de mettre en place des politiques d'information et de prévention ». La piste de réflexion est lancée... ■

XAVIER COUNASSE

## LE TEST

## Évaluez vos capacités

Avant d'évaluer votre culture financière « de base », il est peut-être préférable de réviser ces fameuses bases. Quels sont les quatre piliers des pensions ? Qu'est-ce qu'une sicav ? Pour cela, une seule adresse : le site de la FSMA, [www.wikifin.be](http://www.wikifin.be). Vous y trouverez une description des différents produits proposés par les banquiers et assureurs, mais également des réponses à une série de questions liées à des problématiques exceptionnelles (achat d'une maison, divorce,...). Une fois prêt, rendez-vous sur notre site internet pour vous tester. A partir de 6/10, considérez que vous êtes éduqué, du moins financièrement... X.C.

**S**ur [lesoir.be](http://lesoir.be)

Faites le test sur [www.lesoir.be/economie](http://www.lesoir.be/economie)

## conférence « Un adulte sur deux n'a pas accès à un compte d'une institution financière »

Il y a un problème de connaissance et un autre de méfiance vis-à-vis de la finance. C'est le message délivré vendredi par l'Union bancaire francophone (UBF), l'association des fédérations bancaires des pays francophones, invitée par Febelfin, le lobby financier belge. « Aujourd'hui, 45 pays ont adopté une stratégie nationale pour l'éducation bancaire et financière », témoigne Filip Dierckx, Président de Febelfin. L'objectif ? Rétablir la confiance entre les clients et les organismes financiers, dont l'image s'est fortement dégradée depuis la crise. Il s'agit de rappeler les missions essentielles de la banque, de l'assurance et des produits et services financiers. Dans ce contexte, l'UBF voudrait rappeler que ces outils sont « un partenaire essentiel pour l'intégration des citoyens dans la société ».

Qu'elles viennent du Maroc, du Canada, de Côte d'Ivoire ou du Liban, la vingtaine de fédérations bancaires ayant répondu à l'appel de l'UBF s'accorde à dire qu'une meilleure connaissance de la finance, dans sa dé-



Filip Dierckx est le président de Febelfin, la Fédération du secteur financier de Belgique. © STUDIO DANN

la fracture financière, qui amplifie les inégalités. Dans de nombreux pays d'Afrique noire, il s'agirait d'abord de ranimer les réseaux. En République Démocratique du Congo, encore très affectée sur ce plan par la guerre civile, l'État y contribue par le paiement de ses fonctionnaires. « C'est une remise en route forcée du système bancaire », explique Michel Lomsembe. Elle s'accompagne d'un travail de terrain sur la formation des jeunes et des moins jeunes, notamment via les écoles, aux rouages des finances personnelles : la gestion d'un budget, d'une épargne, etc.

Plus au nord, le Maroc a eu l'idée de faire voyager la « caravane des PME », qui sillonne le pays à travers une douzaine de villes « pour restaurer un lien avec le monde de l'entreprise », témoigne El Hadi Chaibainou, directeur général du groupe professionnel des banques du Maroc.

**En RDC, le paiement des fonctionnaires est une réactivation forcée des réseaux bancaires**

finition la plus fondamentale, contribuerait grandement à l'intérêt général. En revanche, les raisons et les modalités de mise en œuvre de l'éducation financière varient d'un pays à l'autre.

Eric Prud'homme explique, par exemple, comment au Canada les immigrants, en moyenne deux fois plus nombreux que dans les pays de l'OCDE, constituent une aubaine pour le secteur bancaire et pour l'économie nationale tout entière, du fait de leur grande vigueur entrepreneuriale. « En rapprochant les immigrants des banques et des produits qu'elles proposent, nous leur facilitons l'accès au crédit. Conséquence directe : une meilleure stimulation de l'économie par la création de petites et moyennes entreprises. On multiplie les sources de création de richesse. »

Dans les pays où les systèmes bancaires sont peu développés, on parle davantage d'inclusion financière, soit de la lutte contre

« Cela concerne tout le monde, tant au nord qu'au sud, et aussi le particulier, qu'il soit client ou non, plaide El Hadi Chaibainou. Dans un monde en pleines mutations, certains pays jouissent d'une bancarisation poussée et doivent faire avec ses aléas, la perte de droit des consommateurs, les problèmes de sécurisation des opérations, le manque de transparence. D'autres souffrent d'un manque d'inclusion financière, avec une bancarisation beaucoup plus faible. Là-bas, il faut lutter contre la pauvreté et l'exclusion financière. Dans les deux cas, l'intérêt pour l'éducation financière est bien présent. »

Mais au terme de la journée, une statistique retient l'attention, celle dévoilée par Cédric Mousset de la Banque mondiale : « Un adulte sur deux n'a pas accès à un compte d'une institution financière. » C'est dire la taille du marché à conquérir. ■

OLIVIER CROUGHS



**DÉCOUVREZ L'UNIVERS FASCINANT DE LA BOURSE.**

Investir en bourse, c'est tentant. D'autant plus qu'en ce moment, nombreuses sont les incitations à le faire, que ce soit à la radio, dans votre journal ou sur les affiches. Mais à qui faire confiance ? En effet, si l'on n'est pas soi-même un expert, mieux vaut être bien accompagné pour espérer obtenir des résultats concluants. La bourse exige des convictions, de l'intuition, de l'expertise et un sens aigu du timing. C'est pourquoi nous vous invitons à découvrir non seulement l'univers de la bourse lors d'une conférence de Bruno Colmant, mais aussi la méthode d'investissement unique de TreeTop Asset Management, le 29 avril dans le cadre grandiose de la Bourse de Bruxelles.

Pour participer à cet événement exclusif – et entièrement gratuit – inscrivez-vous sur [www.treetopam.com/event](http://www.treetopam.com/event)

Avec la collaboration du journal Le Soir

TreeTop Asset Management.  
Voyez plus loin.



# test de culture financière

## Jean-Paul Servais : « Il faut changer pour rétablir la confiance du public dans le secteur financier »

### ENTRETIEN

C'est dans ses locaux, à deux pas de la rédaction du Soir, que Jean-Paul Servais, président de l'autorité des services et marchés financiers (FSMA), nous a reçu pour faire le point sur le développement de l'éducation financière, l'une des missions dont est chargée la FSMA. « En net progrès », selon le président.

**Le lobby international des banques francophones a choisi l'éducation financière comme thème de colloque annuel. Ça vous surprend ?**

Non, ça ne m'étonne pas. De plus en plus d'associations professionnelles parlent à raison de ce sujet.

**Vous y voyez un lien avec la crise économique ?**

La crise de 2008 a eu pour effet de détruire une part de la confiance du public dans le secteur financier. Mais ce n'est pas comme dans un couple marié, on ne peut pas divorcer d'un système au cœur des échanges économiques modernes. Il faut donc le faire changer pour rétablir la confiance, ce que l'on fait aujourd'hui. Et ce changement passe notamment par l'éducation financière, même si ce n'est pas le seul pilier sur lequel la FSMA mise. Nous avons par exemple aussi renforcé les contrôles des règles de conduite, multiplié les tests de produits dans les agences bancaires, banni les produits trop complexes grâce à un moratoire signé par toutes les banques, tout ça avec l'objectif d'aider le consommateur à retrouver la confiance.

**Ça consiste en quoi cette « éducation financière » pour la FSMA ?**

Nous voulions à plus court terme intéresser le grand public aux questions financières, l'aider à se poser les bonnes questions. C'est pour cela que nous avons mis en place le site Wikifin en janvier 2013. Sur ce site, le consommateur retrouve une description accessible des différents produits financiers existants, ainsi que les réponses aux questions liées au cycle de vie qu'il pourrait se po-



Jean-Paul Servais a adoré le site de Technopolis à Malines. « Là, ils ont réussi à attirer des écoles entières pour faire découvrir les joies de la science. Alors pourquoi ne pas faire pareil pour la finance, en créant un centre d'éducation financière » © RENE BRENY.

ser : que faire avant de louer un kot, avant d'acheter une maison, pour le mariage, au moment de prendre sa retraite... Il y a aussi des outils didactiques comme un quizz sur les pensions, ou un simulateur d'épargne.

**Le public est au rendez-vous ?**

C'est un énorme succès. 361.000 personnes ont consulté le simulateur d'épargne depuis son lancement (2013). Le site fait lui 908.000 visiteurs en un peu plus d'un an (soit près de 2.000 par jour, NDLR).

**Pourtant, sur les réseaux sociaux, vos comptes Twitter et Facebook font peu d'adeptes...**

Soyons positifs. Nous sommes au niveau international l'une des rares autorités publiques à être présente sur les réseaux sociaux, ce qui est déjà une révolution en soi. Je pense que ces réseaux sont des instruments intéressants, mais qu'il faut les manier avec

précaution. Pour l'instant, on est donc en phase de développement, on acquiert de l'expérience. L'accent a clairement été mis sur le site internet.

**Wikifin c'est une chose, mais avez-vous d'autres projets ?**

Le développement du site doit aller de pair avec une présence physique. D'où l'idée de développer un centre d'éducation finan-

### BIOGRAPHIE

#### Policier de la banque

A 50 ans, cela fait presque sept ans que Jean-Paul Servais est le « policier de la banque ». Ex-chef de cabinet de Didier Reynders, alors ministre des Finances, le président de la FSMA a été prolongé à son poste pour six nouvelles années en mai dernier, malgré un salaire raboté à 290.000 euros.

X.C.

cière pour compléter la palette. Notre but est de trouver un endroit adéquat pour établir un centre ouvert au grand public et aux écoles. Technopolis, à Malines, c'est fantastique. Là, on a réussi à attirer des écoles entières pour faire découvrir les joies de la science. C'est très ludique. Pourquoi ne pas faire pareil pour la finance ?

**On peut rendre la finance ludique ?**

C'est mon ambition dans les prochaines années. Nous sommes en train de tester un certain nombre de projets...

**Et vous avez le budget nécessaire pour créer ce centre ?**

Oui. Nous sommes en train de faire des études d'impact, et l'idée semble réaliste, sans augmentation considérable de budget. Mais nous parlons ici de plus long terme. En attendant, je n'exclus pas d'aller proposer des mo-

dules pédagogiques dans des festivals par exemple.

**Vous parlez des écoles. Faut-il y introduire un cours d'éducation financière ?**

C'est LA question. Les Pays-Bas ont essayé, mais ils en sont revenus. Notre idée est plutôt de développer pour les 12-18 ans une offre de modules pédagogiques qu'on mettrait en self-service à disposition des enseignants, en travaillant de concert avec les autorités ministérielles, les réseaux et l'inspection. Mais d'autres acteurs publics et privés peuvent contribuer à cette éducation, nous n'avons pas le monopole.

**Concrètement, quel professeur doit prendre cela en charge ?**

Nous préparons actuellement des vidéos et des outils pédagogiques qui pourront être utilisés dans différents cours. On pourrait par exemple traiter du surendette-

ment au cours de morale, de la rédaction d'un contrat dans un cours de français, ou des emprunts en mathématique. L'objectif est de développer une offre multiple à moyen terme.

**J'en conclus qu'aujourd'hui, on est plutôt au point mort à l'école...**

Non, au contraire, dans la mesure où l'on a déjà proposé nos services et qu'il y a un dialogue. Maintenant, il faut routiner, demander l'avis des inspecteurs, obtenir l'accord des autorités ministérielles compétentes, qui marquent déjà un intérêt certain pour ce projet. Et les premiers retours des expériences pilotes sont positifs.

**Les banques et assureurs ont-ils aussi un rôle à jouer dans l'éducation ?**

La FSMA n'est pas seule à bord. Nous devons être une plate-forme de synergies. Je constate qu'il y a un réel intérêt pour le sujet aujourd'hui au sein du secteur financier, qui se met à développer pas mal d'outils. Je ne peux que m'en réjouir. Plus on est, mieux c'est.

**L'information n'est-elle jamais biaisée quand elle vient des banques ?**

Chacun a sa subjectivité. Je ne suis pas là pour juger. Mais je trouve que de manière générale, tous les acteurs concernés évoluent de manière utile.

**Pour conclure, peut-on dire que sans la crise financière, on n'aurait pas parlé d'éducation financière ?**

On en aurait parlé mais d'une autre manière. Ne dit-on pas que la situation d'urgence naît des situations de crise ? Le train de l'éducation financière est aujourd'hui lancé. Je crois que nous avons des premiers résultats très encourageants. Et l'éducation financière est pour moi un engagement personnel, que je tiens à développer comme un axe prioritaire en tant que président de la FSMA. ■

Propos recueillis par XAVIER COUNASSE

# EXPO 14-18

## C'EST NOTRE HISTOIRE!

Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire  
BRUXELLES - 26.02.2014 > 26.04.2015 - [www.exp014-18.be](http://www.exp014-18.be)



20648130